

Le front national des avocats enquête sur Capriles pour des faits présumés de corruption.

Caracas, 2 avril AVN – Le candidat de la droite aux présidentielles, Henrique Capriles Radonski, pourrait être impliqué dans différents faits de corruption liés à la vente de biens immobiliers en devises, ainsi que dans une présumée évasion fiscale sur les gains obtenus par trois entreprises appartenant au candidat.

C'est ce qu'a signalé Durga Ochoa, directrice générale du Front National des Avocats Socialistes Commandant Hugo Chavez, organisation créée pour combattre la bureaucratie, la corruption et lutter pour l'efficacité et l'efficience de tout l'Etat vénézuélien.

Ochoa a expliqué que le groupe d'entreprises de Capriles : Desarrollo Insamar C.A., Desarrollos San Martin C.A. Et Empresas Boralis C.A., sont celles qui seraient impliquées dans des négociations présumées frauduleuses.

« Nous trouvons des éléments suffisants pour qu'ils soient exploités ultérieurement. Ces entreprises ont négocié des contrats payés en dollars, ce qui et de manière claire, précise, et vu notre législation, est totalement illégal », a commenté Ochoa.

Elle a ajouté que l'un des cas est « la vente réalisée d'un immeuble à l'Eglise Universelle du Royaume de Dieu, connu sous le nom de « Pare de sufrir ». A cette église, a été vendu un immeuble qui fut payé en dollars, et on peut aussi observer que les rentrées produites par cette vente ne furent pas déclarées de façon correcte. »

« Si le Ministère Public achève les recherches correspondantes, nous pourrions être face à des délits décrits par la Loi contre la Corruption ; et il serait également intéressant de vérifier les évasions fiscales, pour ne pas avoir déclaré les montants réels de ces contrats de vente », a expliqué l'avocate.

La directrice de ce front national de juristes a indiqué qu'actuellement, on était en train de réunir des éléments suffisants, car il existe «trop d'indices » qui rendent Capriles responsable de ces faits.

« Comme avocats, nous pouvons déterminer les responsabilités en faits et en preuves. Nous allons continuer à demander une autre série d'éléments pour compléter et accélérer toutes les actions à entreprendre contre Capriles. Quand nous aurons toutes les preuves, nous passerons à la suite » a ajouté Ochoa qui a annoncé qu'avec les preuves, on mettra en forme la plainte devant le Ministère Public.

AVN 2/4/2013